

RAPPORT 2019 SUR LES DROITS DE L'HOMME RÉPUBLIQUE DU CONGO

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La République du Congo est une république parlementaire dans laquelle, en vertu de la Constitution, la majorité du pouvoir de décision et du pouvoir politique est entre les mains du président et du Premier ministre. En 2015, le pays s'est doté d'une nouvelle constitution, prolongeant le nombre de mandats présidentiels permis ainsi que le nombre d'années par mandat, fixant un maximum de trois mandats quinquennaux, et accordant une immunité intégrale aux anciens présidents. En 2016, la Cour constitutionnelle a proclamé le président sortant Denis Sassou N'Gusso vainqueur de l'élection présidentielle de 2016, malgré des critiques de l'opposition et d'acteurs internationaux concernant des irrégularités électorales. Le gouvernement a tenu pour la dernière fois des élections législatives et locales en 2017. Les élections législatives ont été entachées de tant d'irrégularités que la capacité des citoyens à choisir leur gouvernement s'est vue limitée. Malgré l'existence d'un système politique multipartite, les membres du Parti congolais du travail (PCT), auquel appartient le président, et ses alliés ont conservé 68 % des sièges législatifs et des membres du PCT occupaient la quasi totalité des postes gouvernementaux de haut niveau.

La police nationale, la gendarmerie et les forces armées ont des responsabilités en matière d'application de la loi et de maintien de l'ordre public dans le pays. La police nationale est chargée de la sécurité intérieure et relève du ministère de l'Intérieur. La gendarmerie dépend du ministère de la Défense et mène des activités paramilitaires et de maintien de l'ordre sur le territoire national. Les forces armées, navales et aériennes, également sous l'autorité du ministère de la Défense, protègent le pays de menaces externes et conduisent des activités de sécurité interne limitées. Les autorités civiles ont, dans l'ensemble, exercé un contrôle efficace sur les forces de sécurité.

Des problèmes importants en matière de droits de l'homme sont survenus, notamment : des homicides illégaux ou exécutions arbitraires par le gouvernement ou en son nom, des conditions de détention pénibles et délétères, la détention de prisonniers politiques, des atteintes au droit à la vie privée, des restrictions aux libertés de réunion et d'association pacifiques, ainsi qu'à la capacité des citoyens à changer de gouvernement par des moyens pacifiques, la corruption des

fonctionnaires, des violences à l'égard des femmes et des filles, auxquelles l'inaction du gouvernement a grandement contribué, la traite des personnes et le travail forcé des enfants, y compris sous ses pires formes..

Le gouvernement a pris des mesures limitées pour traduire en justice ou punir les responsables officiels qui avaient commis des exactions et l'impunité officielle constituait un problème.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Des rapports concernant des exécutions arbitraires ou extrajudiciaires imputées aux pouvoirs publics ou à leurs agents ont été publiés sur les réseaux sociaux au cours de l'année. Toutefois, pour la plupart des cas signalés (hormis ceux décrits ci-dessous), il n'a pas été possible d'obtenir de confirmation de nature indépendante quant à la fréquence de ces incidents et au nombre de victimes d'exécution arbitraire.

Des organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits de l'homme ont continué de signaler des décès ayant résulté de mauvais traitements infligés dans les prisons et les centres de détention provisoire (voir les sections 1.c. et 1.g.).

En juillet 2018, 13 personnes âgées de 12 à 22 ans sont mortes alors qu'elles étaient détenues au commissariat de police de Chacona à Brazzaville. Le gouvernement a mené une enquête avant de procéder à un examen judiciaire. Dans les jours qui ont suivi l'incident, le gouvernement a versé à chaque famille 2 millions de francs CFA d'Afrique centrale (3 400 dollars des États-Unis). Le 8 mars, la troisième chambre du Tribunal de grande instance de Brazzaville a condamné six policiers impliqués dans les meurtres, notamment le commissaire de police de Chacona et son adjoint, à des peines de prison allant de 12 mois à 3 ans. Le tribunal civil de Brazzaville a refusé d'examiner une requête déposée par les familles des victimes pour une indemnisation supplémentaire, invoquant son manque de compétence. Des ONG locales ont affirmé que les peines d'emprisonnement et les réparations monétaires n'étaient pas proportionnelles aux crimes.

b. Disparitions

Il n'a pas été fait état de disparitions causées par les autorités gouvernementales ou en leur nom.

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution interdit la torture et la loi contient une interdiction générale des voies de fait, mais il n'existe pas dans le Code pénal de cadre juridique particulier interdisant la torture. Sur les réseaux sociaux, des sources ont indiqué que le gouvernement ou ses agents ont soumis des détenus ou prisonniers à des traitements cruels, inhumains ou dégradants. Pour la plupart de ces signalements, aucune confirmation indépendante n'a pu être faite, suscitant l'incertitude quant à la fréquence des incidents et au nombre de victimes.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons et les centres de détention étaient dures et délétères en raison de conditions sanitaires inadéquates, d'une surpopulation considérable et d'un grave manque de soins médicaux et psychologiques.

Conditions matérielles : En septembre, la prison de Brazzaville, construite en 1943 pour héberger 150 prisonniers, en comptait plus de 1 038, dont des femmes et des mineurs. La prison de Pointe-Noire, construite en 1934 pour accueillir un maximum de 75 détenus en abritait environ 350. En outre, les postes de police détenaient souvent des prisonniers dans leurs installations carcérales rudimentaires au-delà de la période réglementaire maximale autorisée, qui est de 72 heures. En sus de ces prisons officielles, les services de renseignement et de sécurité de l'État administraient des centres de détention et prisons de sécurité non ouverts aux inspections.

À Brazzaville et à Pointe-Noire, les autorités détenaient généralement les mineurs, les femmes et les hommes dans des quartiers distincts. À Brazzaville, toutefois, bien qu'ils soient distincts, il était parfois facile de passer entre ces quartiers qui n'étaient pas séparés par des portes fermées à clé. Dans les dix autres prisons, les autorités ont parfois incarcéré des détenus mineurs avec des prisonniers adultes.

Les conditions de vie étaient généralement meilleures pour les femmes que pour les hommes. La surpopulation était moindre dans les cellules réservées aux femmes que dans celles des hommes. Les personnes en détention provisoire et les condamnés étaient emprisonnés dans les mêmes locaux. À Brazzaville, les détenus malades étaient placés et traités dans un quartier séparé, mais ils étaient autorisés à avoir des contacts avec les autres détenus.

Dans la prison de Brazzaville, les conditions de vie pour les détenus riches ou ayant des relations étaient généralement meilleures que pour les autres détenus.

Il a été signalé plusieurs décès causés par les mauvais traitements, la négligence et la surpopulation dans les prisons et les centres de détention provisoire. Comme en 2017, un rapport d'une ONG locale a indiqué que les données sur le nombre de décès survenus en détention et sur leurs causes n'étaient pas disponibles.

Selon une ONG locale, à Brazzaville comme à Pointe-Noire, la plupart des détenus dormaient par terre sur du carton ou sur de minces matelas dans des cellules exiguës et surpeuplées, ce qui les exposait aux maladies. Les systèmes de ventilation et d'écoulement des eaux usées étaient inexistantes, l'éclairage était mal entretenu et les fils électriques étaient apparents. Les soins médicaux de base et d'urgence étaient limités. Le personnel médical de la prison de Brazzaville a fait mention de la tuberculose, de la dysenterie, du paludisme et du VIH comme étant les maladies les plus communes parmi les prisonniers. Les autorités ne dispensaient pas de soins spécialisés aux détenus atteints du VIH-sida et il n'y avait pas de tests de dépistage du VIH disponibles dans les prisons. Les autorités emmenaient les femmes enceintes dans un établissement hospitalier au moment de l'accouchement et permettaient parfois aux mères d'allaiter leur bébé en prison. L'accès au personnel des services sociaux était fortement restreint en raison du manque d'effectifs, de la surpopulation et de la stigmatisation des personnes souffrant de troubles mentaux. Les détenus pouvaient assister toutes les semaines à des offices religieux chrétiens exclusivement. Les autorités carcérales permettaient aux détenus de faire de l'exercice en plein air de façon intermittente.

Les détenus auraient eu droit, en moyenne, à deux repas par jour, comprenant du riz, du pain et du poisson ou de la viande. Les aliments servis dans les prisons étaient inférieurs aux normes relatives aux besoins caloriques et nutritionnels ; toutefois, les autorités carcérales permettaient généralement à la famille des détenus d'apporter à ceux-ci des aliments supplémentaires. Les autorités permettaient aux femmes de faire la cuisine sur de petits feux dans un espace de récréation commun. La prison de Pointe-Noire avait de temps en temps l'eau

courante. Toutes les prisons fournissaient de l'eau potable aux détenus dans des seaux.

Administration : Les règlements pénitentiaires permettent aux détenus et aux prisonniers de soumettre des plaintes aux autorités judiciaires sans faire l'objet de censure, mais les responsables n'ont pas respecté ce droit. Les autorités n'ont pas mené d'enquêtes sur les allégations crédibles de situations inhumaines portées à leur attention par les ONG et les familles des détenus.

L'accès aux détenus n'était généralement autorisé qu'après obtention d'un permis de communication délivré par un juge. Ce permis autorisait les visiteurs à passer de 5 à 15 minutes avec un détenu, bien qu'habituellement cette limite n'ait pas été appliquée de manière stricte. Dans la plupart des cas, les visites avaient lieu soit dans un espace ouvert en présence de nombreuses personnes, soit dans une petite pièce contenant une longue table où prenaient place en même temps une dizaine de détenus. Un nouveau permis doit être obtenu pour chaque visite en principe, mais les familles ont souvent pu se servir du même permis pour de multiples visites successives. Les visites étaient souvent rares du fait que les familles de nombreux détenus vivaient loin des prisons et que le voyage coûtait cher.

Surveillance indépendance : Le gouvernement a accordé aux groupes locaux et internationaux de défense des droits de l'homme un accès limité aux prisons et aux centres de détention. La principale ONG locale consacrant ses activités aux conditions dans les prisons était considérée par les observateurs internationaux comme généralement indépendante ; toutefois, les autorités lui ont interdit de pénétrer à l'intérieur de plusieurs prisons à de nombreuses reprises au cours de l'année.

Tout au long de l'année, des ONG de défense des droits de l'homme qui surveillaient les conditions de détention ont demandé au ministère de la Justice la permission de visiter les prisons. Leurs demandes répétées sont restées sans réponse.

Des représentants d'organisations caritatives confessionnelles se sont rendus dans les prisons et les centres de détention pour accomplir des actions charitables et apporter un réconfort spirituel.

Des missions diplomatiques ont eu accès aux prisons du pays, y inclus à celles des commissariats de police, pour y fournir une aide consulaire à leurs ressortissants. Lors d'une visite réalisée en mai par une mission diplomatique dans une prison de

Brazzaville, les cellules semblaient propres, les salles de classe étaient opérationnelles et les cuisiniers préparaient des repas pour les détenus, même si de mauvaises conditions persistaient en termes de surpopulation et de manque d'évacuation des eaux et de ventilation.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires. Néanmoins, des ONG locales ont indiqué que les arrestations arbitraires continuaient à constituer un problème. La Constitution et la loi consacrent le droit des détenus de contester le fondement juridique de leur détention devant un juge ou une autorité compétente en la matière, même si, en règle générale, le gouvernement n'a pas respecté cette disposition. Certains membres des forces de sécurité ont agi en-dehors de l'autorité civile et ont commis des exactions et des actes de prévarication.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La Constitution et la loi exigent qu'un mandat soit émis par des responsables dûment autorisés avant que les forces de l'ordre ne procèdent à une arrestation, que les personnes soient appréhendées au vu de tous, qu'un avocat soit présent pendant l'interrogatoire initial, et que les personnes en détention comparaissent devant un juge dans un délai de trois jours et soient inculpées ou libérées dans un délai de quatre mois. Toutefois, les autorités ont régulièrement enfreint ces dispositions. Il existe un système de libération sous caution, mais étant donné que 70 % de la population vit dans la pauvreté, la plupart des détenus n'étaient pas en mesure de verser une caution. Il existe une possibilité de libération conditionnelle, mais les autorités ont généralement rejeté les demandes à cet effet, même pour les détenus atteints de maladies graves. Les détenus ont parfois été informés des accusations portées à leur encontre au moment de leur arrestation, mais il a souvent fallu au moins une semaine avant qu'une mise en examen n'intervienne. Il a été signalé que les autorités avaient arrêté des personnes en secret et sans autorisation judiciaire et les ont parfois maintenues au secret ou assignées de fait à résidence. La police a parfois détenu des personnes six mois ou plus avant de les inculper en raison de la nature politique de l'affaire ou d'une erreur administrative. Les observateurs ont attribué la plupart des retards administratifs au manque de personnel au ministère de la Justice et dans les tribunaux. Les personnes en détention ont parfois pu recevoir rapidement la visite de leurs proches, mais souvent seulement après versement d'un pot-de-vin. La loi exige qu'un avocat soit commis d'office aux

frais du gouvernement pour la défense des prévenus indigents dans les affaires criminelles, mais cette disposition n'a généralement pas été respectée.

Selon la législation, les autorités peuvent tenir une personne en garde à vue un maximum de 48 à 72 heures dans une prison de commissariat avant qu'un procureur n'examine le dossier. Après cela, la personne doit soit être libérée soit être placée en détention provisoire dans une prison. Ce délai de 72 heures n'a généralement pas été respecté et les détenus étaient fréquemment incarcérés plusieurs semaines avant d'être remis en liberté par un procureur de la République ou transférés dans une prison pour y attendre leur procès. La loi donne aux prévenus ou aux accusés le droit de demander une mise en liberté conditionnelle à tout moment de leur détention, soit à un juge d'instruction soit à un tribunal, selon le type d'affaire dont il s'agit. Selon la loi, la mise en liberté provisoire devrait généralement être accordée, sous réserve que l'enquête judiciaire soit suffisamment avancée, et que l'accusé ne présente pas de risque de subornation de témoins ou de menace de trouble à l'ordre public. Cette disposition de la loi n'a pas été respectée dans la pratique.

Arrestations arbitraires : Des rapports ont laissé penser que les arrestations arbitraires et illégales ont continué.

Servais Magloire Babissat, officier supérieur de l'armée, a perdu la vie en détention en janvier après près de trois ans d'incarcération dans une base militaire de Pointe-Noire. Des membres des forces armées auraient déposé le corps de Servais Magloire Babissat à la morgue de Pointe-Noire. Des ONG et des médias ont indiqué que le gouvernement avait arrêté Servais Magloire Babissat en 2016 sans inculpation, lui avait refusé tout contact avec un avocat ou sa famille, n'avait pas lancé de procédures judiciaires pour les délits présumés et n'avait pas permis qu'une autopsie soit réalisée avant les funérailles comme le demandait la famille. Au 16 octobre, les procédures civiles intentées par la famille contre le gouvernement étaient en cours au tribunal du district de Pointe-Noire.

Détention provisoire : La loi fixe à quatre mois la durée maximale de la détention provisoire, celle-ci pouvant être prorogée de deux mois avec approbation judiciaire. La loi ne détermine pas clairement la possibilité de renouveler la prorogation de deux mois ; cette prorogation de deux mois de la détention de personnes en attente de procès a fréquemment été renouvelée par les juges. Les détenus en détention provisoire constituaient de 60 à 75 % de la population carcérale. Selon les autorités pénitentiaires, la durée moyenne de la détention provisoire était d'un à trois mois pour les affaires non criminelles et d'au moins 12

mois pour les affaires criminelles. Les militants des droits de l'homme, quant à eux, ont indiqué que ces délais étaient en moyenne bien plus longs, d'une durée dépassant souvent un an et parfois celle de la peine maximale imposable pour la violation alléguée.

Les longues périodes de détention provisoire tenaient essentiellement au manque de capacités de l'appareil judiciaire et au manque de volonté politique pour résoudre le problème. La loi distingue trois types d'infraction : les infractions mineures (passibles de moins d'un an de prison), les délits (passibles d'un à cinq ans de prison) et les crimes (passibles de plus de cinq ans de prison). Les tribunaux criminels connaissent régulièrement des affaires d'infractions mineures et de délits. En revanche, il y avait un très grand nombre d'affaires relatives à des crimes en attente. En vertu de la loi, les tribunaux pénaux doivent instruire les affaires concernant les crimes quatre fois par an. De janvier à octobre, le gouvernement n'a tenu qu'une session au pénale et a gardé les personnes accusées de crimes en détention provisoire dans l'attente d'un procès.

Possibilité pour un détenu de contester la légalité de sa détention devant un tribunal : La Constitution et la loi interdisent l'arrestation arbitraire, l'arrestation illégale et la détention arbitraire et accordent aux détenus le droit de contester la légalité de leur détention devant un juge compétent ou une autre autorité. Si un juge d'instruction détermine qu'un détenu est innocent, il ordonne promptement sa remise en liberté et le détenu a le droit d'intenter un procès au gouvernement devant le Tribunal administratif pour déni de justice. Les autorités n'ont généralement pas veillé à l'application de cette loi. Les ONG locales de défense des droits de l'homme ont signalé de nombreuses occasions où les autorités avaient empêché des détenus à Brazzaville d'exercer leur droit de contester la légalité de leur détention.

e. Déni de procès public et équitable

La Constitution et la loi définissent le cadre d'un pouvoir judiciaire indépendant. L'appareil judiciaire est toutefois resté surchargé et sujet aux influences politiques et à la corruption. Les autorités se sont généralement conformées aux décisions des tribunaux, mais les juges se sont souvent abstenus dans leurs décisions de les viser directement lorsqu'elles étaient accusées.

Dans les zones rurales, les tribunaux traditionnels ont continué à traiter de nombreux litiges au niveau local, surtout des affaires de propriété, de succession et

de sorcellerie, ainsi que de conflits familiaux qui n'avaient pas pu être résolus au sein de la famille.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution prévoit le droit à un procès équitable présidé par une instance judiciaire indépendante, mais les pouvoirs publics n'ont pas toujours respecté ce droit. En 2011, le ministère de la Justice a commencé à décentraliser le processus des procès. Il existait des cours d'appel dans cinq départements (à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Owando et Ouessou) et chaque cour d'appel avait compétence pour juger les affaires criminelles relevant de sa juridiction.

En vertu de la loi, tous les accusés doivent être informés promptly et en détail des chefs d'accusation qui leur sont imputés ; ils peuvent bénéficier d'un service d'interprétation gratuit en cas de besoin et ont droit à un procès public et équitable dans toutes les affaires relatives à des crimes ou à des délits. Dans toutes les affaires pénales, ils ont le droit d'être présents à leur procès et de consulter un avocat en temps voulu, encore que cela ne se soit pas toujours produit. Le gouvernement est tenu par la loi de fournir une assistance juridique à tout prévenu indigent sous le coup d'accusations criminelles graves, mais cette assistance juridique n'a pas toujours été disponible étant donné que les avocats commis d'office n'étaient généralement pas rémunérés par le gouvernement.

Les prévenus ont le droit de bénéficier d'un délai suffisant et de locaux adéquats pour préparer leur défense. Ils ont aussi le droit de confronter ou d'interroger les accusateurs et les témoins à charge et de présenter des témoins et des preuves à décharge. Ils ont le droit de ne pas être contraints à témoigner ou à avouer leur culpabilité et ils ont le droit de se pourvoir en appel. La loi confère les droits précédemment cités à tous les citoyens et dans l'ensemble le gouvernement a respecté ces dispositions, sauf dans les affaires fortement politisées.

Les tribunaux pénaux ont siégé en audience criminelle en avril. Le tribunal pénal de Brazzaville a connu de 180 affaires en instance au cours de la session criminelle d'avril.

Prisonniers et détenus politiques

Il y a eu des rapports faisant état de prisonniers et détenus politiques, même si aucune estimation de leur nombre total n'était disponible. Si le gouvernement affirmait qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques, des groupes de défense des

droits de l'homme et des observateurs internationaux ont soutenu que le gouvernement détenait ou emprisonnait des personnes au seul ou principal motif de leurs convictions politiques. Au cours de l'année, les autorités ont remis en liberté de nombreux prisonniers et détenus. Sur les 70 personnes qui se trouvaient, selon des ONG locales, en détention pour des raisons politiques à fin 2018, un nombre indéterminé aurait été libéré, selon des informations transmises au fil de l'année. Les anciens candidats à la présidence Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa étaient encore en prison au 16 octobre. Jean-Marie Michel Mokoko, condamné en 2018, et André Okombi Salissa, condamné en mars, purgeaient tous deux des peines de 20 ans d'emprisonnement avec travaux forcés.

Les pouvoirs publics ont accordé aux organisations internationales de défense des droits de l'homme et d'action humanitaire ainsi qu'aux missions diplomatiques un accès limité aux prisonniers politiques.

Procédures et recours judiciaires au civil

Les tribunaux civils ont continué d'examiner les affaires sur une base régulière tout au long de l'année ; leurs activités ont toutefois subi de longs retards, mais moins longs que les tribunaux pénaux. Les particuliers peuvent porter plainte au civil concernant des affaires civiles liées aux droits de l'homme, notamment pour obtenir des dommages-intérêts ou faire cesser une atteinte aux droits de l'homme. Dans l'ensemble, toutefois, la population n'avait pas confiance en la capacité du système judiciaire à résoudre les problèmes concernant les droits de l'homme.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

Ces actions sont interdites par la Constitution et par la loi, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces interdictions.

Certains rapports ont signalé que les autorités gouvernementales avaient pénétré dans des domiciles privés sans autorisation judiciaire ou d'autre nature, avaient surveillé les déplacements d'ordre privé et avaient employé des systèmes d'informateurs.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression, notamment pour la presse

La liberté d'expression, notamment pour la presse, est garantie par la constitution et la loi et, en général, les autorités l'ont respectée.

Liberté d'expression : Les particuliers pouvaient critiquer le gouvernement en public ou en privé, mais craignaient des représailles. La Constitution garantit la liberté d'expression dans toutes les formes de communication et interdit la censure. En revanche, elle criminalise les propos qui incitent à la haine ethnique, à la violence ou à la guerre civile, lesquels sont passibles d'une peine minimum de cinq ans de prison. Elle criminalise également tout acte ou événement qui encourage le racisme ou la xénophobie.

Liberté de la presse et des médias, y compris les médias en ligne : Les médias indépendants étaient actifs et ont exprimé une grande variété d'opinions, avec certaines restrictions. La presse et les médias ont régulièrement publié des critiques et satires visant le gouvernement ou des hauts fonctionnaires. La plupart des citoyens s'informaient par des retransmissions locales des médias internationaux et des émissions des stations locales de radio ou de télévision. Davantage d'espace était à disposition dans les médias numériques pour discuter ouvertement des politiques du gouvernement, y compris pour y tenir des propos critiques. Les émissions radiophoniques internationales et les services de télévision satellitaire étaient disponibles et encourageaient les débats sur les politiques publiques.

Violence et harcèlement : Il y a eu des signalements non confirmés d'intimidations directes et indirectes de journalistes par le gouvernement, notamment des appels téléphoniques de source officielle et anonyme avertissant les journalistes de s'abstenir de diffuser des vidéos d'événements politiquement délicats et des pressions exercées sur des médias d'information pour les dissuader de diffuser certaines nouvelles ou vidéos.

Censure ou restrictions sur le contenu : Les médias avaient l'obligation de s'inscrire auprès du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), un organisme de réglementation officiel. Les médias ne respectant pas les réglementations du CSLC se sont vu imposer des sanctions financières ou ont été temporairement fermés. Le directeur du CSLC est nommé par le président.

Un nombre important de journalistes et d'éditeurs de médias à grande diffusion a pratiqué l'autocensure et relayé les points de vue éditoriaux des propriétaires des sociétés de médias. Les journaux ont publié des lettres ouvertes rédigées par des opposants au gouvernement.

Il n'a été signalé aucun cas de révocation par les autorités des accréditations de journalistes dont les reportages présentaient une image négative du gouvernement. Une ONG internationale a indiqué que le CSLC a menacé de fermeture de l'hebdomadaire d'information générale *Manager Horizon* suite à une série de reportages publiés sur des détournements de fonds publics présumés au sein de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC). La CSLC a convoqué le rédacteur en chef de *Manager Horizon* pour le questionner le 24 juin et le 8 août et lui a demandé de produire des preuves irréfutables des allégations ou de cesser toute publication sur le sujet. Le 9 août, le rédacteur en chef a reçu un avertissement formel lui enjoignant de respecter les instructions reçues. Au 16 octobre, l'hebdomadaire demeurait en activité.

Lois sur la diffamation et la calomnie : La loi sur la presse prévoit des amendes et l'interdiction de parution des publications pour diffamation et incitation à la violence.

Liberté d'accès à internet

Selon certains rapports, les autorités auraient effectué une surveillance de communications numériques privées, y compris des courriels, SMS et autres formes de communication numérique d'ordre strictement privé, sans disposer de l'autorité légale pour le faire. Des responsables gouvernementaux ont fréquemment correspondu avec des personnalités de l'opposition ou de la diaspora par le biais de comptes sur les médias sociaux encourageant le débat en ligne concernant les grands événements d'actualité.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

L'autocensure se pratiquait couramment dans le monde de l'enseignement et des événements culturels, tout particulièrement dans les universités où il y avait peu de place pour le débat public sur les sujets politiquement délicats. Beaucoup d'enseignants universitaires exerçaient également des fonctions de proches conseillers de responsables gouvernementaux, ce qui était susceptible d'affecter leur indépendance intellectuelle.

b. Libertés de réunion et d'association pacifiques

Le gouvernement a limité les libertés de réunion et d'association pacifiques.

Liberté de réunion pacifique

La Constitution et la loi garantissent la liberté de réunion pacifique. Dans l'ensemble, les pouvoirs publics ont respecté ce droit.

Le gouvernement exigeait une autorisation du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ainsi que des autorités locales compétentes pour tout rassemblement. Des étudiants en droit fraîchement diplômés ont organisé, en août et en septembre, une manifestation de plusieurs semaines devant le ministère de la Justice pour demander des débouchés professionnels. Contrairement à 2018, ces manifestations se sont déroulées sans restriction ou harcèlement de la part du gouvernement.

Liberté d'association

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'association, et les pouvoirs publics ont parfois respecté ce droit. Les groupes ou associations à vocation politique, sociale ou économique étaient tenus de s'inscrire auprès du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Cette inscription était parfois tributaire d'influences politiques. Selon une ONG locale, les groupes qui s'exprimaient ouvertement contre le gouvernement faisaient l'objet de menaces explicites ou voilées et le processus d'inscription était plus lent pour eux.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport.

d. Liberté de mouvement et de circulation

La Constitution et la loi prévoient la liberté de mouvement et de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement. Les pouvoirs publics ont parfois respecté ces droits.

Déplacements à l'étranger : La loi autorise la liberté de mouvement et de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement. Selon plusieurs sources, le gouvernement a tenté de restreindre les déplacements à l'étranger.

Selon des représentants de l'ONU, le gouvernement n'a pas autorisé le directeur exécutif d'une importante ONG locale à quitter le pays le 11 mai pour participer en juin à une conférence financée par l'ONU avec la participation du ministre de la Justice du Congo. Le directeur exécutif n'avait pas été en mesure de produire, avant d'embarquer pour son vol, une preuve attestant que l'ONG ne devait pas d'arriérés à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) pour le compte de ses employés.

La loi permet à tous les citoyens de se faire délivrer un passeport national. Toutefois, le gouvernement n'était pas en mesure de produire des passeports en nombre suffisant pour répondre à la demande et il a accordé la priorité aux personnes qui pouvaient justifier d'un besoin imminent de se rendre à l'étranger ou à celles qui avaient des relations étroites avec les milieux gouvernementaux. L'obtention d'un passeport était un processus difficile et long pour la plupart des gens.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP)

Le conflit interne qui a sévi dans la région du Pool de 2016 à 2017 a touché, estime-t-on, 161 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDIP). Suite à un accord de cessez-le-feu conclu en 2017, les PDIP ont commencé à rentrer dans leurs foyers et dans leurs villages. Selon des sources des Nations Unies et des autorités congolaises, près de 100 % des PDIP ont réintégré leurs foyers. L'accord de cessez-le-feu de décembre a tenu, les violences se sont atténuées et les acteurs humanitaires ont accès à toutes les zones précédemment inaccessibles.

f. Protection des réfugiés

Maltraitance des migrants, des réfugiés et des personnes apatrides : Le gouvernement a coopéré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux PDIP, réfugiés, demandeurs d'asile, apatrides et à d'autres personnes en situation préoccupante. Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a organisé des séances de formation à la protection internationale avec des membres des forces de l'ordre, des services de l'immigration, du pouvoir judiciaire et de la police locale au cours de l'année. Les autorités ont arrêté 81 réfugiés entre janvier et août pour des crimes tels que viol, faux papiers, braconnage et trouble à l'ordre public. Alors que les réfugiés ont bénéficié d'un accès égal aux hôpitaux et centres de santé communautaires, certains rapports ont signalé qu'ils avaient été en

butte à des actes de discrimination dans certains hôpitaux, comme des insultes de la part du personnel médical et de longues attentes pour recevoir des soins, sans égard pour l'ordre de priorité lié à leur état de santé.

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié, et le gouvernement dispose d'un mécanisme de protection des réfugiés, mais pas des demandeurs d'asile. Il n'y a pas de loi reconnaissant les demandeurs d'asile ou mettant en œuvre les protections prévues par la Convention sur les réfugiés de 1951 dont la République du Congo est signataire. Selon le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le pays comptait environ 43 500 réfugiés, 13 825 demandeurs d'asile et 11 728 autres personnes en situation préoccupante au cours de l'année. De janvier à juillet, le HCR a facilité le rapatriement volontaire en RCA de plus de 1 797 réfugiés centrafricains présents au Congo.

Le Comité national d'assistance aux réfugiés (CNAR), comité commun relevant du ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, du ministère de la Justice et du ministère des Affaires étrangères, traitait les demandes de statut de réfugié. Le CNAR recevait la plupart de son budget de fonctionnement du HCR.

Selon le HCR, la commission d'éligibilité du CNAR a traité 200 demandes d'asile entre juin et juillet, n'accordant le statut de réfugié à aucun de ces demandeurs. Au 1^{er} juillet, le CNAR avait placé 11 demandes en suspens dans l'attente de leur traitement et rejeté 189 demandes.

À partir de décembre 2018, les districts de Makotipoko et Bouemba ont connu un influx de personnes fuyant les violences en RCA. Le HCR a répertorié 8 452 réfugiés et quelque 10 000 réfugiés supplémentaires ont demandé l'asile. Selon le HCR, au 30 août, le pays hébergeait 19 831 réfugiés et demandeurs d'asile de la RCA.

En 2015, le gouvernement a cessé d'accorder le statut de réfugié *prima facie* aux personnes fuyant la RCA. Au cours de l'année, le HCR a enregistré 3 645 demandeurs d'asile de la RCA. Avec l'appui du HCR, le CNAR a adopté une procédure accélérée pour le traitement des demandes d'asile. Depuis le mois d'août, le gouvernement a enregistré les demandes d'asile de 1 490 familles de RCA.

Emploi : La loi ne traite pas de la question de l'emploi des réfugiés, mais divers décrets gouvernementaux interdisent aux étrangers, y inclus aux réfugiés, de se

livrer à des activités de petit commerce et de travailler dans le secteur des transports publics.

Accès aux services de base : La plupart des réfugiés avaient accès aux programmes d'enseignement primaires financés par le HCR. Au cours de l'année scolaire, 2 945 enfants réfugiés, dont 1 419 filles, étaient inscrits dans l'enseignement primaire. Les autorités ont limité strictement l'accès des réfugiés à l'enseignement secondaire et professionnel. La plupart des enseignants du secondaire dans ces écoles étaient eux-mêmes des réfugiés qui travaillaient à titre bénévole ou qui étaient payés par les parents, réfugiés eux aussi.

Solutions durables : En septembre, le pays hébergeait 12 436 anciens réfugiés rwandais. Les anciens réfugiés rwandais peuvent obtenir le statut de résident permanent en République du Congo s'ils demandent un passeport rwandais. Nombre d'anciens réfugiés rwandais au Congo craignaient d'être expulsés s'ils obtenaient un passeport, malgré les assurances et affirmations contraires des autorités locales et du HCR. En octobre, les autorités congolaises n'avaient expulsé aucun ancien réfugié rwandais.

g. Personnes apatrides

Non applicable

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution et la loi donnent aux citoyens la possibilité de choisir leur gouvernement par le biais d'élections périodiques libres et équitables, tenues à bulletin secret et fondées sur le suffrage universel et égal.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : Durant les élections législatives et locales de 2017, les observateurs internationaux ont assuré deux séries d'observation. Certains partis d'opposition ont boycotté le scrutin vote. La plupart des observateurs ont indiqué que les bureaux de vote et le personnel électoral s'étaient comportés de manière professionnelle et disposaient des outils nécessaires pour mener deux élections parallèles et simultanées, les élections législatives et les élections locales. La représentation de la société civile et des partis politiques dans les bureaux de vote était solide et a joué un rôle central en termes de résolution des différends.

Toutefois, les observateurs ont mentionné une forte présence de forces de sécurité à l'intérieur comme à l'extérieur des bureaux de vote.

Les élections législatives de 2017 ont valu au PCT et à ses alliés 102 sièges sur 151.

Des observateurs électoraux internationaux ont signalé des cas de fraude ayant vraisemblablement bénéficié aux candidats du PCT et à ses alliés lors des deux tours de scrutin. Lors du premier tour en 2017, des observateurs internationaux ont été témoins d'un bourrage d'urnes entre le moment de la fermeture du bureau et celui du dépouillement des bulletins au bureau de vote du Foyer social dans le quartier de Poto-Poto à Brazzaville. En 2017, lors du second tour, des observateurs internationaux ont aperçu des bus entiers transportant des soldats au bureau de vote du CEG de la Paix dans le quartier de Mougali à Brazzaville. Des résidents locaux ont déclaré que ces soldats n'avaient pas les documents requis pour voter à ce bureau de vote, compromettant ainsi les résultats.

La Cour constitutionnelle a déclaré le président sortant Denis Sassou N'Guesso vainqueur de l'élection présidentielle de 2016 au premier tour, avec 60,29 % des voix. La cour a situé le taux de participation électorale à 68,92 % des plus de deux millions d'électeurs inscrits et de 100 % dans au moins trois régions.

Le jour du scrutin présidentiel, des observateurs internationaux ont été témoins de plusieurs irrégularités, notamment : des inexactitudes dans les listes d'électeurs, des incohérences concernant les urnes, des feuilles de dépouillement remplies à l'avance dans certains bureaux de vote de Brazzaville, du personnel de bureau de vote qui encourageaient et autorisaient le vote de mineurs, les votes multiples et qui disaient aux électeurs de ne voter que pour le président sortant, des bureaux de vote ouvrant en retard et ne disposant pas de fournitures suffisantes, du personnel de bureaux de vote interdisant l'accès à des observateurs internationaux accrédités, des paiements versés aux électeurs pour qu'ils votent pour certains candidats, un manque de cohérence dans les vérifications d'identité des électeurs, du personnel de bureau de vote qui, dans différents bureaux, par loyauté à l'égard du président sortant ou de candidats de l'opposition, interdisait sélectivement l'entrée aux électeurs, des loyalistes du parti au pouvoir qui se faisaient passer pour des représentants d'autres candidats, du personnel de bureau de vote n'affichant pas les résultats du dépouillement des bulletins sur le mur extérieur du bureau de vote comme l'exigeait la loi et brûlant des bulletins de vote après le dépouillement au bureau de vote, et du personnel de bureau de vote interdisant l'observation des centres régionaux et nationaux de tabulation des votes.

Partis politiques et participation au processus politique : Des partis politiques et des groupes de la société civile ont vu divers obstacles s'opposer à leur capacité de participer au processus politique et électoral. En juin, le ministère de l'Intérieur a publié une loi reconnaissant 55 des 200 partis existants. Selon les autorités, les autres partis politiques ne satisfaisaient pas aux exigences, notamment à celles concernant la représentation au niveau de l'ensemble du pays.

Participation de femmes et des minorités : Il n'y avait pas de lois limitant la participation des femmes et des membres de groupes minoritaires à la vie politique, que ce soit en tant qu'électeurs ou en tant que candidats. Des observateurs ont indiqué que des obstacles culturels pouvaient limiter le nombre de femmes au gouvernement. En outre, le harcèlement sexuel avait un effet dissuasif sur la participation des femmes aux activités politiques. Il y avait 14 femmes à l'Assemblée nationale qui comptait 72 sièges et 15 au Sénat qui en comptait 151. Le conseil des ministres de 35 membres nommés en 2017 comptait sept femmes.

En 2014, le président de la République a promulgué une loi exigeant que 30 % des candidats figurant sur la liste présentée par chaque parti aux élections locales ou législatives soient des femmes. La Constitution de 2015 a établi la parité hommes-femmes pour les postes politiques et ordonné la formation d'un conseil national consultatif pour les femmes, mais sans préciser si la parité s'appliquait à la rémunération, aux avantages sociaux, à la nomination à des postes politiques ou à d'autres questions.

Beaucoup de personnes autochtones étaient exclus du processus politique, en raison notamment de leur isolement dans des régions reculées, de leur non-inscription sur les listes électorales, d'obstacles culturels et de la stigmatisation par la majorité bantoue (voir la section 6). Par exemple, un responsable local de l'administration a signalé que lors du référendum de 2015, le bureau de vote de Sibiti, ville rurale comptant de nombreux autochtones, n'avait ouvert que de 7h30 à 8h00. Comme les membres des communautés autochtones établies dans les villages à l'extérieur de Sibiti se trouvent à plusieurs heures de marche de la ville, aucun d'eux n'aurait voté.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des peines criminelles pour la corruption dans la fonction publique, mais le gouvernement ne l'a pas appliquée de manière uniforme et beaucoup de fonctionnaires s'y sont livrés en toute impunité. Au cours de l'année, le

gouvernement a engagé des poursuites contre un fonctionnaire de bas rang pour corruption.

Corruption : Des organisations locales et internationales ont régulièrement accusé de corruption des représentants de l'État, y compris le président, sa famille et des ministres de haut rang. Généralement, les responsables publics en question étaient accusés de prélever des fonds sur leurs comptes officiels pour les placer sur des comptes privés à l'étranger avant de déclarer officiellement le solde.

En septembre, des médias internationaux ont rapporté que le gouvernement de Saint-Marin avait confisqué 19 millions d'euros sur 36 comptes bancaires appartenant au président Denis Sassou N'Gusso et à des membres de sa famille. Les fonds ont été confisqués sur la base de dépôts réalisés entre 2006 et 2011.

Déclaration de situation financière : La Constitution exige des élus et des hauts fonctionnaires nommés qu'ils déclarent leurs intérêts financiers avant leur entrée en fonctions et lors de la cessation de leurs fonctions. Le non-respect de cette disposition constitue un motif de destitution des hauts fonctionnaires. La Constitution n'exige pas que les déclarations de situation financière soient rendues publiques.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les atteintes présumées aux droits de l'homme

Un certain nombre de groupes congolais et internationaux de défense des droits de l'homme se sont parfois heurtés à des restrictions imposées par le gouvernement dans le cadre de leurs enquêtes sur des affaires de droits de l'homme et lors de la publication des résultats de ces enquêtes. Les responsables gouvernementaux n'étaient pas disposés à coopérer avec les groupes congolais et internationaux de défense des droits de l'homme, ni sensibles à leurs demandes. Certains groupes nationaux de défense des droits de l'homme se sont abstenus de dénoncer des incidents particuliers, par crainte de représailles de la part des autorités.

Organisation des Nations Unies ou autres instances internationales : Le gouvernement a coopéré avec les Nations Unies et d'autres instances internationales au cours de l'année. Par exemple, il a accueilli de grandes conférences internationales, a fait équipe avec des organismes résidents des Nations Unies pour acheminer de l'aide humanitaire, et a tenu des consultations régulières avec le Bureau du représentant spécial du Secrétaire général des Nations

Unies pour l'Afrique centrale portant sur la paix, la sécurité et les questions environnementales régionales.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Parrainée par le gouvernement, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) est chargée d'exercer une surveillance officielle dans le domaine des droits de l'homme et de répondre aux préoccupations du public en la matière. La CNDH était peu efficace et manquait d'indépendance ; elle n'a mené aucune activité au cours de l'année en rapport direct avec des problèmes relatifs aux droits de l'homme.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Femmes

Viol et violences familiales : Si le viol est illégal dans le pays, le viol conjugal n'est pas spécifiquement traité. La loi prévoit des amendes d'un montant non précisé, compte tenu de la gravité de l'infraction, et des peines de prison de 10 à 20 ans pour les contrevenants. Les autorités ont fait appliquer la loi de manière effective, même s'il fallait souvent des années pour qu'un jugement soit rendu et que des sanctions soit appliquées. Selon une association locale de femmes, les sanctions imposées pour viol se limitaient dans la réalité à quelques mois de prison et dépassaient rarement trois ans. Selon les ONG et les groupes de plaidoyer en faveur des femmes, le viol, en particulier le viol conjugal, était chose commune. La loi interdit la violence familiale et les contrevenants sont passibles de peines allant jusqu'à l'emprisonnement et les travaux forcés. Une ONG locale défendant la cause des femmes a fait état de plus de 450 cas de violence familiale dans la ville de Pointe-Noire entre janvier et septembre, la police amenant souvent les victimes au siège de l'ONG en raison du manque de foyer officiel ou d'autre lieu de refuge.

Harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel est illégal. Il est sanctionné en général par une peine de prison de deux à cinq ans. Dans les cas particulièrement graves, la peine peut atteindre le maximum prévu pour le viol, soit dix ans de prison. Le gouvernement n'a pas fait appliquer ces lois de manière efficace.

Pressions en matière de contrôle démographique : Il n'a pas été fait état d'avortements forcés ou de stérilisations involontaires.

Discrimination : Les droits de la femme, de l'enfant et de la famille étendue sont régis à la fois par les lois relevant du droit coutumier sur le mariage et la famille et

par le droit civil. Aux yeux de la loi, les femmes jouissent du même statut juridique que les hommes et les autorités ont généralement été efficaces dans l'application de ces lois. Des préjugés individuels et des croyances coutumières ont cependant contribué à des pressions sociétales limitant les droits des femmes. L'adultère est illégal tant pour les femmes que pour les hommes, mais les sanctions varient selon le sexe. Au civil, cette infraction n'est passible que d'une amende pour les hommes alors que les femmes s'exposent à une peine de prison. La polygynie est légale alors que la polyandrie ne l'est pas.

Les femmes étaient victimes de discrimination dans les règlements de divorce, en particulier en ce qui concerne la disposition des biens et des avoirs financiers. En vertu de la loi, l'homme est considéré comme le chef de famille, sauf si le père est frappé d'incapacité ou abandonne la famille. La loi stipule qu'en l'absence d'un accord entre les conjoints, c'est l'homme qui choisit le lieu de résidence de la famille.

Les femmes ont été en butte à une discrimination économique en matière d'emploi, de crédit, de rémunération et de propriété ou de gestion des entreprises.

Enfants

Enregistrement des naissances : Les enfants acquièrent la nationalité par la filiation. La naissance sur le territoire du pays ne confère pas automatiquement la nationalité à l'enfant, encore qu'il existe des exceptions pour les enfants nés de parents disparus ou apatrides, ou pour ceux nés de parents étrangers, lorsqu'au moins l'un des deux parents était lui aussi né dans le pays. L'administration n'exige pas l'enregistrement des naissances ; le choix d'en faire la demande est laissé aux parents. Pour de plus amples informations, voir l'Annexe C.

Éducation : L'éducation est obligatoire, gratuite et universelle jusqu'à l'âge de 16 ans, mais les familles sont tenues de payer les manuels scolaires et des frais d'assurance maladie. La plupart des enfants autochtones n'étaient pas scolarisés parce qu'ils n'avaient pas de certificat de naissance ou n'avaient pas les moyens d'acquitter la prime mensuelle d'assurance maladie de 1 200 francs CFA (2 dollars des États-Unis). Les garçons étaient cinq fois plus susceptibles que les filles de poursuivre leurs études secondaires et quatre fois plus de s'inscrire à l'université.

Maltraitance d'enfants : Selon des ONG, les cas de maltraitance d'enfants étaient courants, mais n'étaient généralement pas signalés aux autorités.

Mariage précoce et mariage forcé : La loi interdit le mariage des enfants et l'âge légal du mariage est fixé à 18 ans pour les femmes et à 21 ans pour les hommes. Cependant, le mariage à un âge plus jeune est possible avec la permission d'un juge et celle des parents des deux futurs époux ; la loi ne précise pas l'âge minimum auquel s'applique cette exception particulière. Cependant, de nombreux couples vivaient en union libre sans valeur juridique. Pour de plus amples informations, voir l'Annexe C.

Il n'existait pas de programme gouvernemental consacré à la prévention du mariage précoce ou forcé. La peine encourue dans les cas de mariage forcé entre un adulte et un enfant est de trois mois à deux ans de prison et une amende de 150 000 à 1 500 000 francs CFA (255 à 2 550 dollars des États-Unis).

Exploitation sexuelle des enfants : La loi impose des sanctions pour les crimes contre les enfants tels que la traite, la pornographie, la négligence et la maltraitance. Ces infractions sont passibles de peines incluant les travaux forcés, des amendes allant jusqu'à 10 millions de francs CFA (17 000 dollars des États-Unis) et des peines de prison de plusieurs années. La pédopornographie est passible d'une peine de prison allant jusqu'à un an et d'une amende allant jusqu'à 500 000 francs CFA (850 dollars des États-Unis). L'âge minimum des rapports sexuels consensuels est fixé à 18 ans. La peine maximale en cas de relations sexuelles avec un mineur est de cinq ans de prison et d'une amende de 10 millions de francs CFA (17 000 dollars des États-Unis). Le manque de spécificité de la loi a été un obstacle s'opposant à l'aboutissement des poursuites.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants - en anglais seulement) à l'adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html>.

Antisémitisme

La communauté juive était très petite. Aucun acte d'antisémitisme n'a été signalé.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport annuel du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

Personnes en situation de handicap

La loi interdit expressément la discrimination à l'encontre des personnes porteuses de handicap. Le ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire est le ministère principal chargé de la protection des droits de ces personnes. Il n'y a pas de lois, toutefois, qui rendent obligatoire l'accès de celles-ci aux installations. Le gouvernement administre des établissements d'enseignement distincts pour les élèves malentendants à Brazzaville et à Pointe-Noire. Les enfants porteurs de handicaps visuels et d'autres handicaps physiques étaient scolarisés avec les autres dans les établissements d'enseignement publics.

Minorités nationales/raçiales/ethniques

La loi interdit la discrimination fondée sur l'origine ethnique. Des violences à l'encontre de groupes autochtones ont été signalées.

Populations autochtones

Localement, le terme « peuples autochtones » désigne des communautés vivant dans la forêt avec un mode de vie semi-nomade et un système socioéconomique traditionnel basé sur la chasse et la cueillette de produits forestiers. La plupart des communautés autochtones vivent dans des zones rurales ou reculées et n'entretiennent que peu de contact avec le gouvernement ou ses représentants. Selon les statistiques gouvernementales de 2007, les autochtones représentaient 1,2 % de la population totale du pays, alors que ce chiffre s'approcherait de 7 % selon des ONG internationales et locales.

La loi reconnaît les populations autochtones et leur confère un statut spécial. Par ailleurs, la Constitution stipule que l'État garantit la promotion et la protection des droits des peuples autochtones. En juillet, le gouvernement a émis six décrets sur la promotion et la protection des peuples autochtones. Ces décrets ont porté création d'une commission interministérielle chargée du suivi et de l'évaluation du respect des droits des peuples autochtones, de la protection de la propriété culturelle, du statut de certaines mesures civiles, et de la promotion de l'éducation, de l'alphabétisation et de services sociaux de base. À partir du mois d'octobre, le gouvernement a mené une série de campagnes de sensibilisation pour éduquer les

membres de communautés autochtones, la société civile et les agences gouvernementales au sujet des récents décrets.

Néanmoins, selon l'UNICEF et des ONG locales, l'isolement géographique, les différences culturelles et le manque d'inclusion politique sont autant de facteurs qui ont contribué à la marginalisation des peuples autochtones à travers le pays. Des ONG et agences des Nations Unies ont signalé que des membres de communautés autochtones étaient périodiquement victimes de discrimination, de travaux forcés et de violences. Après sa visite d'octobre, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones a affirmé que les populations autochtones souffraient considérablement de discrimination, d'exclusion et de marginalisation, notamment en ce qui concerne l'accès aux services de santé, à l'éducation, à l'emploi et à la participation politique. Selon l'UNICEF, les niveaux de pauvreté sont restés élevés dans les communautés autochtones et le manque d'accès aux services sociaux demeure le principal obstacle pour ces populations sur le plan socioéconomique. D'autres communautés autochtones vivant des zones plus urbaines bénéficiaient d'un meilleur accès aux services sociaux mais craignaient un harcèlement de la majorité bantoue non autochtone.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Il n'existe pas de loi interdisant expressément les comportements homosexuels consensuels. La loi prévoit des peines de prison de trois mois à deux ans et une amende pour toute personne commettant « un outrage public à la décence ». Par ailleurs, la loi prévoit des peines de prison de six mois à trois ans et une amende pour toute personne commettant « un acte impudique ou contre nature » avec une personne du même sexe de moins de 21 ans. Les autorités n'ont pas invoqué ces dispositions pour arrêter ou poursuivre en justice des personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI). À l'occasion, cependant, des agents de police ont harcelé des homosexuels masculins et ont prétendu que la loi interdisait les actes homosexuels pour obtenir d'eux le versement de petits pots-de-vin.

Des ONG locales ont fait état de violences perpétrées par des autorités publiques et des particuliers à l'encontre de personnes LGBTI. Une ONG locale a affirmé qu'une organisation de défense des droits des personnes LGBTI n'est pas parvenue à obtenir de reconnaissance juridique de la part des autorités. Les autorités ont refusé d'accréditer l'organisation tant qu'elle ne retirait pas de tous les documents

de la demande d'inscription les termes indiquant que ses activités se centrent sur la communauté LGBTI.

Aucune loi n'interdit spécifiquement la discrimination à l'endroit de personnes LGBTI concernant le logement, l'emploi, les lois régissant la nationalité et l'accès aux services publics.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

Des sondages d'opinion publique effectués par la Banque mondiale en 2012 ont révélé une forte discrimination sociétale à l'encontre des personnes vivant avec le VIH-sida. La loi prévoit des sanctions pour la divulgation illicite de dossiers médicaux par les praticiens, la négligence dans le traitement dispensé par les professionnels de la santé, l'abandon de famille et le licenciement injustifié. Les associations de la société civile qui se consacrent à la défense des droits des personnes vivant avec le VIH-sida étaient bien organisées et revendiquaient un traitement équitable, surtout dans le domaine de l'emploi.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi confère le droit d'entreprendre des négociations collectives. Elle interdit la discrimination antisyndicale et exige des employeurs qu'ils réintègrent dans leurs fonctions les travailleurs licenciés pour activités syndicales. Le gouvernement n'a généralement pas appliqué de manière efficace les lois en vigueur. Le gouvernement n'a pas entrepris d'inspections ou d'actions correctives adéquates. Il n'existait pas de sanctions en cas d'infractions.

La loi autorise les travailleurs à constituer des syndicats et à adhérer à celui de leur choix sans avoir à demander une autorisation préalable ni à satisfaire à des conditions excessives, à l'exception des membres des forces de sécurité et des autres services « essentiels à la protection de l'intérêt général ». La loi autorise les syndicats à mener leurs activités sans ingérence.

Les travailleurs ont le droit de faire grève à condition d'avoir épuisé au préalable toutes les procédures longues et complexes de conciliation et d'arbitrage non contraignant et de déposer un préavis de sept jours ouvrables. La participation à une grève illégale constitue une faute grave et peut donner lieu à des poursuites pénales et des peines d'emprisonnement assorties de travaux forcés. La loi exige

qu'un service minimum continue d'être assuré dans tous les services publics considérés comme essentiels pour protéger l'intérêt général.

Des employeurs ont eu recours à des pratiques d'embauche telles que la sous-traitance et les contrats de courte durée pour tourner les lois interdisant la discrimination antisyndicale.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution interdit le travail forcé ou obligatoire, sauf s'il est imposé à titre de sanction criminelle dûment infligée par un tribunal. La loi autorise toutefois la réquisition de personnes pour des travaux d'intérêt général et permet leur emprisonnement en cas de refus de leur part. Le gouvernement a appliqué la pratique de travaux forcés en prison, y compris pour des prisonniers détenus pour des infractions politiques.

La pratique du travail forcé, notamment du travail forcé des enfants, a eu cours (voir la section 7.c), notamment dans l'agriculture. Lors des années précédentes, des ONG à Bambama, Sibiti et Dolisie ont rapporté que la majorité bantoue forçait des autochtones adultes à récolter du manioc et d'autres cultures contre une rémunération limitée voire inexistante et sous la menace de mauvais traitements ou de la mort. Certains rapports ont indiqué que certaines formes de servitude pourraient être héréditaires. À partir du mois d'octobre, le gouvernement a mené des campagnes de sensibilisation axées sur les fonctionnaires, les ONG et les membres des communautés autochtones pour informer les principales parties prenantes des amendements destinés à améliorer le régime juridique régissant les droits des personnes autochtones dans le pays.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

Légalement, les employeurs ont l'interdiction d'employer des enfants de moins de 16 ans, même en tant qu'apprentis, sans dispense du ministre de l'Éducation nationale. Les protections liées à l'âge minimum ne s'étendent cependant pas aux enfants de moins de 18 ans qui effectuent des travaux dangereux, mais sans contrat de travail. La loi criminalise l'exploitation sexuelle des enfants, tout comme le travail forcé, la traite et toutes les formes d'esclavage. En juin, le gouvernement a adopté une loi complète contre la traite des personnes rendant illégales toutes les formes de traite. La loi proscrit l'utilisation d'enfants soldats et le recrutement forcé à cette fin, mais elle ne fixe pas d'âge minimum pour l'engagement volontaire au service militaire.

La loi prévoit des échelles de sanctions spécifiques pour les contrevenants aux dispositions relatives aux pires formes de travail des enfants. Les sanctions étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Le ministère du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de faire appliquer les lois sur le travail des enfants. Le gouvernement n'a pas mis à disposition du personnel adéquat et n'a pas effectué d'inspections du travail dans certaines parties du pays, en particulier dans les zones rurales où le travail des enfants était chose commune. Les sanctions existantes pour les pires formes de travail des enfants ne sont peut-être pas assez sévères pour avoir un effet dissuasif car elles ne sont pas proportionnelles aux peines applicables à d'autres crimes graves. Le travail des enfants était un problème, en particulier dans le secteur informel. La traite des enfants à l'intérieur du pays a entraîné un déplacement d'enfants des zones rurales vers les centres urbains, où ils sont soumis au travail forcé en tant que domestiques ou vendeurs sur les marchés. Les enfants ont également pris part aux travaux agricoles, ainsi qu'à la pêche et au fumage du poisson. Des ONG travaillant avec des communautés autochtones ont indiqué que des enfants étaient forcés de travailler dans les champs, récoltant le manioc sous la menace de mauvais traitements ou de la mort, en échange d'une rémunération faible voire non existante. Des enfants d'Afrique de l'Ouest étaient assujettis à la servitude domestique forcée au sein de familles d'Afrique de l'Ouest à Pointe-Noire et à Brazzaville. Des enfants ont également été impliqués dans les pires formes de travail des enfants, y compris l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et le recrutement forcé pour des conflits armés.

Veillez consulter les *Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants* à l'adresse suivante :

<https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings>.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

La Constitution et la loi interdisent la discrimination fondée sur l'origine familiale, l'ethnicité, la situation sociale, l'âge, les convictions politiques ou philosophiques, le sexe, la religion, la région d'origine dans le pays, le lieu de résidence dans le pays, la langue, le statut sérologique vis-à-vis du VIH, ou le handicap. La loi ne protège pas spécifiquement les personnes de la discrimination fondée sur l'origine nationale ou la nationalité, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, ou le fait d'être porteur de maladies transmissibles autres que le VIH.

En juillet, le gouvernement a émis six décrets sur la promotion et la protection des peuples autochtones. Ces décrets ont porté création d'une commission interministérielle chargée du suivi et de l'évaluation du respect des droits des peuples autochtones, de la protection de la propriété culturelle, du statut de certaines mesures civiles, et de la promotion de l'éducation, de l'alphabétisation et de services sociaux de base. Le gouvernement a fait respecter ces lois. Les sanctions étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif.

e. Conditions de travail acceptables

Les travailleurs du secteur public bénéficient d'un salaire minimum national plus élevé que le seuil de pauvreté. Le salaire minimum pour les employés du secteur privé dépasse le seuil de pauvreté. Il n'existe pas de salaire minimum officiel dans le secteur de l'agriculture ou dans les secteurs informels. Les autorités ont fait appliquer la loi sur le salaire minimum et les peines encourues étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif.

La loi du travail prévoit une semaine de travail normale de 40 heures et une rémunération pour les heures supplémentaires travaillées au-delà de la limite de 40 heures. La loi du travail ne fixe pas de nombre maximal d'heures de travail par semaine, bien qu'elle demande un minimum de 24 heures hebdomadaires non travaillées. La loi prévoit dix congés payés annuels et 15 semaines de congé maternité.

Le ministère du Travail établit des réglementations en matière de santé et de sécurité qui sont alignées sur les normes internationales. Bien que les réglementations relatives à la santé et à la sécurité prévoient des visites biennuelles d'inspecteurs du ministère du Travail dans les entreprises, ces dernières ont indiqué que ces visites ont eu lieu bien moins souvent. Le nombre d'inspecteurs employés par le ministère du Travail était insuffisant pour faire respecter la loi. Ces derniers n'ont conduit des inspections que dans le secteur formel. La taille des services d'inspection du travail ne permettait pas d'assurer le respect de la loi du travail.

Les travailleurs n'ont pas spécifiquement le droit de se soustraire à une situation présentant un danger pour leur santé ou pour leur sécurité sans risquer de perdre leur emploi. Selon des ONG, les infractions aux règles de sécurité étaient chose commune dans les activités commerciales de pêche et d'exploitation forestière, dans les carrières et sur les chantiers de construction privés.